

Transferts de fonds des migrants

Le Maroc, 3^e destination dans la région MENA

Les envois de fonds vers la région MENA ont marqué le pas en 2015, avec une croissance de 0,9% à 50,3 milliards de dollars. L'Égypte reste de loin le premier pays récipiendaire de la région, devant le Liban et le Maroc, selon la dernière note d'information de la Banque mondiale sur les migrations et le développement.

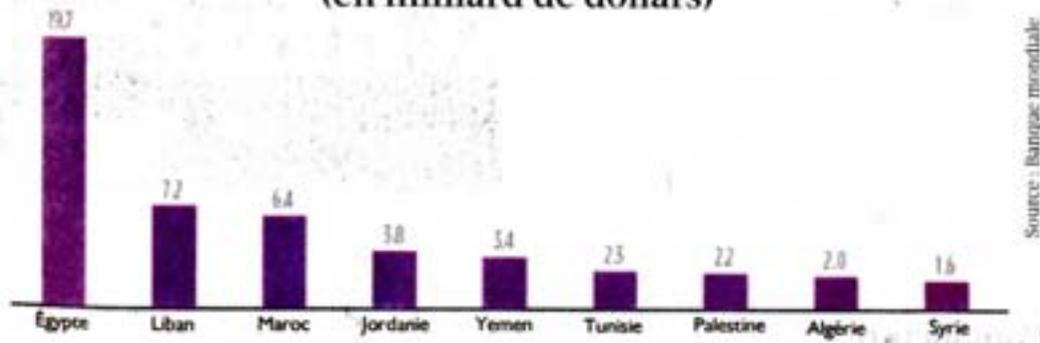
En 2015, le Maroc pointe au troisième rang des pays récipiendaires des fonds des migrants dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Il a ainsi reçu quelque 6,4 milliards de dollars, contre 7,2 milliards pour le Liban et 19,7 milliards pour l'Égypte, selon la dernière édition de la note d'information de la Banque mondiale sur les migrations et le développement, publiée le 13 avril. La Jordanie est le quatrième bénéficiaire de ces flux avec 3,8 milliards de dollars, devant le Yémen (3,4 milliards), la Tunisie (2,3 milliards), la Palestine (2,2 milliards) et l'Algérie (2 milliards). Dans ce rapport, l'institution de Bretton Woods souligne que les transferts de fonds vers la région MENA ont fortement marqué le pas en 2015, avec une croissance de 0,9%, contre 4% en 2014. Ce ralentissement est essentiellement dû à une baisse des flux vers l'Égypte. Néanmoins, la Banque mondiale table cette année sur une progression de 2,6% cette année à 51,6 milliards de dollars, contre 50,3 milliards en 2015. Globalement, les envois de fonds (offi-

ciellement enregistrés) vers les pays en développement se sont élevés à 431,6 milliards de dollars, soit une hausse de 0,4% sur un an. La plus faible depuis la crise financière. Si l'on comptabilise aussi les envois de fonds à destination des pays à revenu élevé, le montant total des transferts dans le monde a diminué de 1,7%, passant de 592 milliards de dollars en 2014 à 581,6 milliards l'année suivante.

«Le ralentissement des transferts de fonds a débuté en 2012. L'an dernier, la faiblesse des cours pétroliers l'a aggravé, affectant en particulier les envois depuis de nombreux pays exportateurs de pétrole tels que la Russie et les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG)», note le document.

L'Inde conserve en 2015 son statut de premier pays au monde avec environ 69 milliards de dollars reçus. Un niveau en baisse de 1 milliard par rapport à 2014. Les autres grands pays récipiendaires en 2015 sont la Chine (64 milliards), les Philippines (28 milliards), le Mexique (25 milliards) et le Nigeria (21 milliards).

Les transferts de fonds dans la région MENA en 2015 (en milliard de dollars)



Selon la Banque mondiale, le montant total des transferts dans le monde a diminué de 1,7%, à 581,6 milliards en 2015.

Les transferts d'argent devraient progresser de 2,6% dans la région MENA cette année pour s'établir à 51,6 milliards de dollars, contre 50,3 milliards en 2015.

Par région, c'est l'Amérique latine et Caraïbes qui a enregistré la plus forte croissance (4,8%) essentiellement à la faveur du redressement du marché du travail aux États-Unis. Cette croissance devrait se poursuivre en 2016, bien qu'à un rythme moins soutenu. Selon les prévisions, les envois de fonds devraient atteindre 69,3 milliards de dollars cette année, contre 66,7 milliards en 2015. L'Afrique subsaharienne n'a connu qu'une croissance modeste de 1%, toutefois supérieure à celle de 2014 (0,2%). Cependant, les flux vers cette région s'intensifieraient pour passer de 35,2 milliards de dollars en 2015 à 36 milliards cette année, en hausse de

3,4%. «Après le creux de la vague observé en 2015, les envois de fonds devraient repartir à la hausse cette année, tirés par la reprise économique aux États-Unis et dans la zone euro, ainsi que par la stabilisation des taux de change entre le dollar et les monnaies des pays d'origine de ces transferts de fonds», estime la Banque mondiale. À noter qu'à l'échelle mondiale, le coût moyen du transfert de 200 dollars s'établissait à 7,4% au dernier trimestre 2015, soit 0,6 point en dessous du taux relevé à fin 2014. L'Afrique subsaharienne reste à cet égard la région la plus chère, avec un coût moyen de 9,5%. ■